

**MESURES DE RÉDUCTION DU DÉFICIT**

# ***Mobilisation interprofessionnelle contre l'austérité le 11 octobre***

*Le 24 août, le gouvernement annonçait un train de mesures censées contribuer à la réduction du déficit de la France. Une évidence : salariés et consommateurs devront payer la facture ! Et, cerise sur le gâteau, la loi de financement de la Sécurité sociale devrait annoncer un nouveau désengagement de l'État en matière de couverture santé. Pourtant, l'austérité n'est pas une fatalité, d'autres voies existent.*

**PANIQUE BOURSIÈRE**

La crainte de voir certains États de la zone Euro ne plus pouvoir rembourser leur dette, associée à la dégradation accentuée de la situation de l'économie américaine, a provoqué un vent de panique boursière durant l'été. En quelques jours, 110 milliards se sont volatilisés sur les marchés ! Aujourd'hui, les financiers exigent des garanties sur la capacité de remboursement des États. Faute de pouvoir s'appuyer sur les effets d'une reprise économique devenue plus qu'aléatoire avec une croissance proche de 0% et un chômage en progression constante, les gouvernements priorisent la rigueur et négligent tout soutien de la relance.

**DES MESURES INJUSTES ET INEFFICACES**

Le train de mesures annoncées par le gouvernement - 1 milliard d'économies en 2011 et 11 milliards en 2012 - s'inscrit dans l'optique de réduction du déficit de la France de 5,7% du PIB en 2011 à 2% en 2014 ! Il est à déplorer que ces mesures relèvent plus d'un aggloméra d'économies dispersées que d'une projection structurée d'actions politiques cohérentes. La rigueur est à l'ordre du jour, pas l'efficacité ! Quant aux payeurs du plan anti déficit, ils sont identifiés : 2/3 de la charge seront supportés par les salariés et les ménages, 1/3 par les entreprises.

**ACTIONNER D'AUTRES LEVIERS**

Pourtant, plusieurs leviers existent face à la situation dégradée de l'économie mondiale : relancer la croissance en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités, maîtriser les déficits. Aujourd'hui, la mise en œuvre d'une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable. Cette approche exige des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

**L'ÉTAT DOIT CHANGER D'ORIENTATIONS**

Des mesures doivent être prises par le gouvernement pour répondre à l'urgence de la situation :

- Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité.
- Supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires (loi TEPA).
- Conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique.
- Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction Publique.
- Soutenir le pouvoir d'achat, notamment des plus bas revenus, et rouvrir des négociations salariales.
- Abandonner la taxation des complémentaires Santé.
- Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.

**LE SYNDICAT UNIFIÉ-UNSA APPELLE LES ÉCUREUILS, ACTIFS ET RETRAITÉS, À PARTICIPER AUX MANIFESTATIONS ORGANISÉES LE 11 OCTOBRE DANS TOUTES LES RÉGIONS. SOYONS CHACUN RESPONSABLE POUR REFUSER LES MESURES ANNONCÉES ET EXIGER QUE DES ACTIONS EFFICACES SOIENT ENGAGÉES SANS ATTENDRE. L'AUSTÉRITÉ FAIT PLUS QUE NOUS GUETTER ! IL EST URGENT DE RÉAGIR.**

*Le Secrétariat National du Syndicat Unifié-UNSA :*

Jean-David Camus, Karim Hacen, François-Xavier Jolicard, Sylvie Liziard et Paul Muscato